



(Re)penser l'agriculture par les circuits courts de financement et de distribution



Par **Léo Coutellec**
Membre du Miramap
(Mouvement inter-régional des Amap)

Depuis plusieurs décennies, le mot d'ordre de toutes les politiques agricoles est la modernisation. Il s'agit bien souvent d'un mot-valise désignant la promotion d'une agriculture productiviste qui se caractérise par cinq phénomènes principaux : motorisation, mécanisation, chimie, sélection, spécialisation. Cette promotion se caractérise également par des politiques de financement favorisant l'endettement et par l'organisation de circuits de distribution en filières longues. L'ensemble de ces phénomènes contribue à réduire la capacité d'autonomie du paysan.

La question de l'alternative à une agriculture productiviste se pose avec force aujourd'hui¹ et des solutions concrètes sont apportées. Elles forment un ensemble très hétérogène d'expérimentations que l'on peut réunir sous le terme d'une agriculture alternative, c'est-à-dire à la fois paysanne, biologique, citoyenne et solidaire. Ces expériences permettent de re-penser l'agriculture dans toutes ses dimensions et, en particulier, selon trois dimensions fondamentales et inter-dépendantes : le financement, la production et la distribution. Dans cet article, nous donnons modestement quelques pistes pour caractériser ce mouvement émergent en mettant en avant le concept de circuit court. Toutefois, il nous faudra nous éloigner de la définition classique et minimale du circuit court qui le définit comme un système de production avec au plus un intermédiaire entre le producteur et le consommateur. Ainsi, la notion de circuit court est souvent réduite à un mode de commercialisation ou de distribution alimentaire, et ne dit rien sur la qualité de la production ou sur l'équité de l'échange. Nous proposons une définition plus large du concept de circuit court incluant notamment la dimension du financement. L'invariant de cette définition sera la volonté d'une rencontre solidaire entre le monde paysan et le monde non-paysan. La proximité ne se réduira donc pas à ses dimensions spatiales (distances entre producteurs et consommateurs) ou relationnelles (nombre d'intermédiaires) – ces dimensions étant par ailleurs fondamentales – mais prendra un sens bien plus large. Cette définition a le mérite d'être plus proche de la réalité d'une agriculture alternative et relève d'une volonté de défaire le couple trop réducteur producteur/consommateur.

Circuits courts de financements solidaires

Lorsqu'il s'agit de déterminer les conditions du développement d'une agriculture alternative, la question de son financement est

rarement posée. La situation actuelle du financement de l'agriculture est pourtant loin d'être satisfaisante, en particulier au niveau des politiques d'aide communautaires (via la Pac – Politique agricole commune) et en rapport à la situation quasi-monopolistique du crédit en France². Ces deux aspects faisant système tant les politiques de crédits et d'aide sont liées dans le domaine de l'agriculture³. Il conviendrait donc de se poser quelques questions : cette situation, qui s'explique en partie par l'histoire de la construction des politiques agricoles en France et en Europe, est-elle un vecteur ou un frein au rapprochement entre le monde paysan et le monde non-paysan ? Permet-elle de créer les conditions d'une économie solidaire dans le domaine de l'agriculture ? Permet-elle de soutenir le développement d'une agriculture alternative et de favoriser l'autonomie des paysans (un principe fondamental de l'agriculture paysanne) ? Répondre à ces questions demanderait de longs développements⁴. Il est toutefois raisonnable d'affirmer que cette situation a accompagné, par l'endettement, la croissance d'une agriculture productiviste. Pilier de la modernisation de l'agriculture à partir des années 1960, le crédit et l'endettement sont utilisés comme des outils d'accompagnement d'un modèle unique de production, basé sur la survvalorisation de la dimension technico-économique de l'activité agricole (chimisation, mécanisation, intensification, spécification). La financiarisation et la capitalisation de l'agriculture sont devenues des passages obligés pour poursuivre ce modèle de développement productiviste ; un modèle par ailleurs soutenu par des critères de distribution des aides qui lui est largement favorable. Si la situation actuelle du financement de l'agriculture ne favorise donc pas le déve-

1 - Nous ne revenons pas sur les causes qui sont à l'origine de ce mouvement de remise en cause de l'agriculture productiviste. Voir, par exemple : Mazoyer, M. et Roudart, L. *Histoire des agricultures du monde. Du néolithique à la crise contemporaine*, Seuil, 2003

2 - Voir : <http://www.financeresponsable.org/>

3 - Voir : www.terredeliens.org

4 - Voir : www.garrigue.net



Économie sociale et solidaire

loppement (durable) d'une agriculture alternative, il est également raisonnable de dire qu'elle ne contribue pas non plus au rapprochement solidaire entre le monde paysan et les citoyens.

Prenant acte de ce constat, nous voyons émerger ces dernières années un certain nombre d'expérimentations qui peuvent s'apparenter à des circuits courts de financements solidaires. Un circuit court de financement peut se caractériser par des dispositifs financiers rapprochant les citoyens du monde paysan et générant une relation de solidarité. Dans le domaine de l'acquisition de terres agricoles, la foncière Terre de Liens permet de faire contribuer les citoyens, via l'épargne solidaire, à l'achat collectif de terres qui seront ensuite mises à disposition de paysans. Cela a le triple avantage de lever la charge du foncier dans une installation agricole, de lutter contre la spéculation foncière et de permettre une relation solidaire entre les citoyens et le monde paysan⁵. Dans le domaine de l'investissement (ex. : achat de matériels agricoles), des entreprises solidaires comme la coopérative Garrigue ou les clubs d'investisseurs Cigales proposent aux citoyens de rentrer dans le capital d'une entreprise agricole (qui ne pourra donc pas être une entreprise individuelle) pour accompagner l'installation ou le développement de l'activité. Ce système a l'avantage de réduire considérablement le recours au crédit et favorise donc l'autonomie du paysan. Il permet éga-

lement de rapprocher les citoyens de la production⁶. Au-delà de ces deux exemples, il serait possible d'identifier d'autres initiatives qui contribuent à mettre les outils de la finance solidaire au service d'une agriculture alternative dans le cadre de circuits courts de financement⁷.

Circuits courts de distribution locaux et solidaires

La thématique des circuits courts de distribution est plus connue. Elle nécessite toutefois un certain nombre de clarification pour lui donner une pertinence dans le cadre d'une agriculture alternative. Il convient d'abord de relever que la distribution alimentaire en France est largement pilotée aujourd'hui par les GMS (Grande et moyenne surface). Face à l'hégémonie de la grande distribution⁸, se sont développés depuis maintenant plus de dix ans des circuits courts et locaux de distribution. L'exemple le plus significatif à cet égard est le développement exponentiel des Amap (Association pour le maintien d'une agriculture paysanne) en France⁹. Ce système permet une rencontre directe entre des paysans locaux, pratiquant une agriculture paysanne, et des citoyens dans le cadre d'un partenariat solidaire et contractualisé. La disparition des intermédiaires permet de faire vivre une relation plus humaine et plus compréhensive entre le monde paysan et les citoyens. Aussi, l'expérience des Amap montre toute la pertinence de cette relation pour l'accompagnement de

l'installation ou du développement de l'activité agricole. Mais dans ce cadre, le circuit court est bien plus que l'absence ou la limitation des intermédiaires, c'est surtout la possibilité d'une économie solidaire de proximité qui remet au centre des préoccupations le concept de souveraineté alimentaire ; à savoir les conditions d'une auto-détermination par les peuples des questions agricoles et alimentaires. C'est ainsi que les circuits courts locaux se montrent solidaires de toutes les paysanneries du monde.

La rencontre entre circuits courts de financement et circuits courts locaux de distribution pourrait bien former une base solide et cohérente pour le développement en cours et à venir d'une agriculture alternative¹⁰. En tout cas, nous pensons qu'il est indispensable de réfléchir à cette cohérence entre le financement, la production et la distribution pour un développement pérenne et significatif de l'agriculture alternative ici et partout dans le monde. Les leviers citoyens existent, mettons-les en mouvement.

n

5 - Le Miramap (Mouvement inter-régional des ama) organise un séminaire sur ce thème le 27 mars à Lyon. Voir : www.miramap.org

6 - Voir : Jacquiau, C. *Les Coulisses de la grande distribution*, Albin Michel, 2000

7 - Le Miramap dénombre environ 1600 Amap en 2011.

8 - Nous n'ignorons pas, en affirmant cela, les changements considérables qu'il y a à opérer dans les politiques agricoles pour créer les conditions de ce développement.